

LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DU CHER

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Ligue de l'enseignement du CHER

Association loi 1901

Siège social : 5 Rue Samson I 8000 BOURGES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Ligue de l'enseignement du Cher relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Règles et principes comptables :

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par l'association, nous avons été conduits à examiner la régularité des principes comptables décrits dans les notes « règles et méthodes comptables » de l'annexe et la présentation qui en a été faite.

Opérations relatives aux subventions reçues :

Dans le cadre de notre mission, nous avons été conduits à contrôler la comptabilisation des opérations de trésorerie et les opérations relatives aux subventions reçues sur l'exercice. Nous avons obtenu les éléments probants justifiant la réalité et l'exhaustivité des opérations comptabilisées à ce titre dans les comptes, grâce, à l'examen des procédures mises en place pour appréhender ces opérations et par l'analyse des contrats et des conventions de subventions signés avec les financeurs.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles

puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de l'association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Bourges
Le Commissaire aux Comptes

COMPTAFRANCE,

Jérôme GOMBERT

Signé par Jerome Gombert
Le 10 juin 2026



doc_wVg5
tx_dKGY7JLGKzA

LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DU CHER

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions règlementées

Exercice clos le 31 décembre 2025

Ligue de l'enseignement du CHER

Association loi 1901

Siège social : 5 rue Samson 18000 BOURGES

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Conventions soumises à l'approbation de l'organe délibérant

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L.612-5 du code de commerce.

*Fait à Bourges
Le Commissaire aux Comptes*

COMPTAFRANCE,

Jérôme GOMBERT

Signé par Jerome Gombert
Le 10 juin 2026



doc_wVg5
tx_dKGY7JLGGKzA

BILAN

Actif

Rubriques	Montant brut	Dépréciation	Montant net N	Montant net N-1
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	7 786	6 000	1 786	1 786
Constructions	970 153	355 998	614 155	647 254
Installations techniques, mat. et outillage indus.	39 783	410	39 373	39 730
Autres immobilisations corporelles	268 696	273 652	(4 956)	11 434
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	534		534	534
Prêts	12 500		12 500	12 500
Autres immobilisations financières	452		452	494
Total I	1 299 905	636 060	663 845	713 732
Stocks et en-cours				
Stock et en-cours				
Créances				
Créances reçues par legs ou donations				
Créances clts., adhér., usagers et cpt. Rattachés	373 770	16 980	356 790	393 491
Autres créances	1 132 468		1 132 468	990 415
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	537 742		537 742	605 014
Charges constatées d'avance	7 176		7 176	101 075
Total II	2 051 156	16 980	2 034 175	2 089 996
Frais d'émission des emprunts III				
Primes de remboursement des obligations IV				
Ecart de conversion (actif) V				
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	3 351 060	653 040	2 698 020	2 803 728
Rubriques	Montant brut		Montant net N	
Engagements reçus				
Legs nets à réaliser :				
Acceptés par les organismes stat. compétents ;				
Autorisés par l'organisme de tutelle ;				
Dons en nature restant à vendre.				

Passif

Rubriques	Montant net N	Montant net N-1
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	46 917	46 917
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise statutaires		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation	106 714	106 714
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autre		
Report à nouveau	412 737	405 305
Excédent ou déficit de l'exercice	20 367	7 432
Situation nette (sous total)	586 736	566 368
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	126 188	135 800
Provisions réglementées		
Total I	712 924	702 168
Fonds dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donation		
Fonds dédiés		
Total II		
Provisions		
Provisions pour risques	105 603	
Provisions pour charges	88 937	92 151
Total III	194 540	92 151
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	471 109	521 482
Emprunts et dettes financières divers	45	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	282 897	220 181
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	223 269	244 043
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	193	193
Autres dettes	31 468	22 954
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	781 576	1 000 556
Total IV	1 790 556	2 009 408
Ecart de conversion (passif) (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	2 698 020	2 803 728

BILAN ASSOCIATION COMPARATIF

Actif						
Rubriques		% du poste	% de l'actif		% du poste	% de l'actif
Immobilisations incorporelles		0%	0%		0%	0%
Immobilisations corporelles	650 359	98%	24%	700 204	98%	25%
Immobilisations financières	13 486	2%	0%	13 528	2%	0%
Actif immobilisé	663 845	100%	25%	713 732	100%	25%
Stocks		0%	0%		0%	0%
Créances	1 489 258	73%	55%	1 383 907	70%	49%
Disponibilités	537 742	27%	20%	605 014	30%	22%
Actif circulant	2 027 000	100%	75%	1 988 921	100%	71%
Comptes de régularisation	7 176	100%	0%	101 075	100%	4%
TOTAL ACTIF	2 698 020		100%	2 803 728		100%

Passif						
Rubriques		% du poste	% du passif		% du poste	% du passif
Fonds propres	566 368	79%	21%	558 937	80%	20%
Résultat de l'exercice	20 367	3%	1%	7 432	1%	0%
Autres fonds associatifs	126 188	18%	5%	135 800	19%	5%
Capitaux propres	712 924	100%	26%	702 168	100%	25%
Fonds dédiés			0%			0%
Provisions pour risques et charges	194 540	100%	7%	92 151		3%
Emprunts et dettes financières	471 109	47%	17%	521 482	52%	19%
Autres dettes	537 872	53%	20%	487 371	48%	17%
Dettes	1 008 981	100%	37%	1 008 853	100%	36%
Comptes de régularisation passif	781 576	100%	29%	1 000 556	100%	36%
TOTAL PASSIF	2 698 020		100%	2 803 728		100%

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Cotisations	46 833	57 045
Ventes de biens et services		
Vente de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	1 022 350	902 254
dont parrainages		
Production stockée		
Production immobilisée		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	2 073 260	1 461 564
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	35	
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges	8 793	50 518
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	37 547	12 268
Total (I)	3 188 818	2 483 649
Participations		
Autres valeurs mobilières et créances d'actif		
Autres intérêts et produits assimilés	51	105
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total (II)	51	105
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		16 401
Produits exceptionnels sur opérations en capital		16 829
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Total (III)		33 231
Total des produits (I+II+III)	3 188 869	2 516 984
Solde débiteur = Déficit		
Total général	3 188 869	2 516 984
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	1 017 563	732 905
Aides financières	42 326	36 326
Impôts, taxes et versements assimilés	123 134	101 513
Salaires et traitements	1 351 519	1 136 304
Charges sociales	415 341	336 391
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	68 368	74 214
Dotations aux provisions	117 959	19 989

Report en fonds dédiés		
Autres charges	26 212	46 854
Total (I)	3 162 422	2 484 496
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	6 080	6 444
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total (II)	6 080	6 444
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		18 613
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
Total (III)		18 613
Participation salariés aux résultats (IV)		
Impôts sur les bénéfices (V)		
Total des charges (I+II+III)	3 168 502	2 509 553
Solde créditeur = Excédent	20 367	7 432
Total général	3 188 869	2 516 984

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
MONTANT TOTAL DES RESSOURCES		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
MONTANT TOTAL DES EMPLOIS		

COMPTE DE RESULTAT COMPARATIF

Rubriques	N	N-1	Variation
Cotisation	46 833	57 045	(10 212)
Vente de biens			
Ventes de prestations de service	1 022 350	902 254	120 096
Production stockée			
Production immobilisée			
Produits de tiers financeurs	2 073 260	1 461 564	611 696
Ressources liées à la générosité du public	35		35
Contributions financières			
Reprise sur provisions, amortissements et transfert de charge	8 793	50 518	(41 725)
Utilisation des fonds dédiés			
Autres produits	37 547	12 268	25 280
Produits d'exploitation	3 188 818	2 483 649	705 169
Achats de marchandises (et droits de douanes)			
Variations de stock de marchandises			
Autres achats et charges externes	1 017 563	732 905	284 658
Aides financières	42 326	36 326	6 000
Impôts, taxes et versements assimilés	123 134	101 513	21 621
Salaires et traitements	1 351 519	1 136 304	215 215
Charges sociales	415 341	336 391	78 949
Dotations aux amortissements et provisions	186 327	94 204	92 124
Report en fonds dédiés			
Autres charges	26 212	46 854	(20 642)
Charges d'exploitation	3 162 422	2 484 496	677 926
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	26 396	(847)	27 243
Produits financiers	51	105	(53)
Produits exceptionnels		33 231	(33 231)
Charges financières	6 080	6 444	(364)
Charges exceptionnelles		18 613	(18 613)
Impôt sur les bénéfices			
BÉNÉFICE OU PERTE	20 367	7 432	12 936

ANNEXE

VARIATION DES FONDS PROPRES ASSOCIATIFS

Rubriques	Montant début exercice	Affectation du résultat	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Fonds propres sans droit de reprise	46 917				46 917
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation	106 714				106 714
Réserves					
Report à nouveau	405 305		7 432		412 737
Excédent ou déficit de l'exercice	7 432		20 367	7 432	20 367
Situation nette	566 368		27 799	7 432	586 736
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	135 800		42 349	51 960	126 188
Provisions réglementées					
TOTAL	702 168		70 148	59 392	712 924

CESSIONS DES IMMOBILISATIONS

Comptes	Natures des immobilisations	Valeur actuelle	Amortissements pratiqués	Valeur résiduelle	Prix de cession	Différentiel réalisé
2183100000	Armoire		305			
2183100000	Destructeur Intimus		272			
2183100000	Machine à relier		346			
2183100000	Plieuse automatique Duplo		2 631			
2183100000	Massicot IDEAL 3915 95 Electrique		1 477			
2183100000	CERTA Agrafeuse Rapid 108		682			
2183100000	ASIT Téléphones		7 301			
2183100000	FNAC 1 PC portable		570			
2183100000	Boulangier 2 Ordi Compaq		598			
2183100000	Boulangier 1 Ordi Compaq		299			
2183100000	Boulangier 1 Ordi Compaq		299			
2183100000	Boulangier 1 Ordi Packard Bell		269			
2183100000	Rétro projecteur		379			
2183200000	Leclerc Ordinateur		509			
2183200000	Dell 5 PC		3 951			
2184100000	Bureau		390			
2184100000	Tables réunion		796			
2184100000	Ensemble mobilier bureau		1 703			
2184100000	Chaises CBO REF 9362		1 128			
2184100000	Mobilier Bureau USEP		3 754			
2184100000	Ensemble bureau		5 462			
2184100000	6 postes travail 140 cm		877			
2184100000	6 angles 90 °		408			
2184100000	6 postes travail 80 cm		717			
2184100000	6 caissons mobiles 2 tiroirs		871			
2184100000	5 bibliothèques Haut 180 + 2 basses		1 057			
2184100000	6 armoires basses 2 portes		827			
2184100000	3 armoires portes battantes		822			
2184100000	6 fauteuils directs		1 732			
2184100000	20 chaises visiteurs		2 464			
2184100000	1 table Blues pour 10 personnes		477			
2184100000	2 crédences 3 tiroirs		952			
2184100000	1 armoire colonne		91			
2184100000	6 chaises Tandem Simla		1 521			
2184100000	2 meubles micro		183			
2184100000	1 surmeuble		74			
2184100000	1 rangement		191			
2184100000	4 caissons roulettes		341			
2184100000	4 bureaux en 160		424			
2184100000	Comptoir Tiroir CAMIF		3 717			
2184100000	Chaises Eur Tandem Simla		1 043			
2184100000	Ensemble bureau Culturel		9 837			

2184100000	Ensemble Bureau		2 098			
2184100000	Tables et Chaises		19 129			
2184100000	Bureau avec caisson		1 047			
2751000000	DG Garage Bourges CITYA			42		
TOTAL			84 021	42		

VENTILATION DE L'EFFECTIF DE L'ASSOCIATION

Par effectif salarié, on entend l'ensemble des personnes ayant un contrat de travail et rémunérées directement par l'association.

Par personnel mis à disposition, on entend personnel intérimaire et le personnel détaché ou prêté par l'association.

Rubriques	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Ingénieurs et cadres	8,00	
Agents de maîtrise et techniciens	33,00	
Employés	10,00	
Ouvriers		
TOTAL	51,00	

PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'EVALUATION

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC N°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,
- Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de méthode comptable – Application du règlement ANC n°2022-06

L'association a appliqué, à compter de l'exercice ouvert le 01/01/2025, les dispositions du règlement ANC n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers et à la réforme du Plan Comptable Général.

La première application de ce règlement constitue un changement de méthode comptable.

Conformément aux dispositions réglementaires, ce changement a été appliqué de manière prospective.

Les principales incidences de cette réforme concernent notamment :

La nouvelle présentation des états financiers (bilan, compte de résultat et annexe) ;
 La redéfinition du résultat exceptionnel ;
 La suppression de la technique des transferts de charges ;
 L'évolution du plan de comptes (suppression, création et modification de certains comptes) ;
 La mise en place de nouveaux tableaux normés dans l'annexe.

L'impact de ce changement de méthode sur les comptes de l'exercice se traduit principalement par :

Les produits exceptionnels d'un montant de 560.07 eur ont été affectés aux comptes de produits d'exploitation correspondants.

Les quotes-parts des subventions d'investissement virées au résultat sont désormais comptabilisées avec les subventions d'exploitation.

Les transferts de charges d'un montant global de 8 349.72 ont été comptabilisés en ventes de produits annexes et se trouvent intégrés aux Ventes de prestations de services.

Lorsque les impacts ne sont pas significatifs, l'association précise que l'application du règlement ANC n°2022-06 est sans incidence matérielle sur les comptes de l'exercice.

Faits caractéristiques

En 2025, la ligue de l'enseignement du cher a intégré dans son activité, pour la première année complète, le centre social Tunnel Château à Vierzon. La gestion du centre a, en effet, été transféré à la ligue en novembre 2024.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire.

Constructions	20 ans
Agencements et aménagements des constructions	10 ans
Installations techniques	5 à 10 ans
Matériels et outillage industriels	5 à 10 ans
Matériel informatique	3 ans

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Provision pour risques

Outre les provisions pour dépréciation des postes d'actifs présentées dans les notes afférentes à ces postes, il a notamment été constitué, au cours de l'exercice, trois provisions d'un montant total de 105 603 euros se décomposant comme suit :

- une perte sur deux subventions à hauteur de 75 603 euros,
- un litige avec un salarié à hauteur de 30 000 euros.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 747110.

Engagements de départ à la retraite :

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 64 ans en tenant compte des éléments suivants :

- Paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- Données spécifiques de l'entité (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- Taux d'actualisation retenu à 3.96%.

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 88 936.64 euros.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Au 31 Décembre 2025, aucun fond dédié n'a été comptabilisé.

Contributions volontaires en nature

La valorisation du bénévolat au titre des activités de l'exercice n'a pas fait l'objet d'une évaluation au 31/12/2025. En effet, l'action des bénévoles se limite aux réunions statutaires du Conseil d'administration, du bureau, des commissions et de l'assemblée générale.

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

CHARGES A PAYER

Montant des charges à payer inclus dans les postes de bilan suivants :

Rubriques	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	135 304
Dettes fiscales et sociales	147 718
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	5 312
TOTAL	288 335

PRODUITS ET AVOIRS A RECEVOIR

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Immobilisations financières	
- Créances rattachées à des participations	
- Autres immobilisations financières	
Créances	
- Créances clients et comptes rattachés	38 525
- Autres créances	7 156
<i>dont avoirs à recevoir</i>	350
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	
TOTAL	45 681

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Provisions réglementées

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL				

Provisions pour risques et charges

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires	92 151		3 214	88 937
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges		105 603		105 603
TOTAL	92 151	105 603		194 540

Provisions pour dépréciation

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions sur immobilisations incorporelles				
Provisions sur immobilisations corporelles				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients	10 203	12 356	5 579	16 980
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL	10 203	12 356	5 579	16 980
TOTAL GÉNÉRAL	102 354	117 959	5 579	211 520

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES

Etat des créances

Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	12 500		12 500
Autres immobilisations financières	452		452
Total de l'actif immobilisé	12 952		12 952
Clients douteux ou litigieux	16 980	16 980	
Autres créances clients	356 790	356 790	
Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés	200	200	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	6 806	6 806	
Etat – Impôts sur les bénéfices			
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée			
Etat – Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Etat – Divers	1 098 529	1 098 529	
Groupes et associés			
Débiteurs divers	22 630	22 630	
Total de l'actif circulant	1 501 935	1 501 935	
Charges constatées d'avance	7 176	7 176	
TOTAL	1 522 062	1 509 110	12 952

Etat des dettes

Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des organismes de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	471 109	50 736	134 737	285 636
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	282 897	282 897		
Personnel et comptes rattachés	109 127	109 127		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	109 298	109 298		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	5 184	5 184		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	193	193		
Groupe et associés	45	45		
Autres dettes	28 228	28 228		
Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance	781 576	781 576		
TOTAL	1 787 656	1 367 283	134 737	285 636

IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

Immobilisations

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles				
Terrains	7 786			7 786
Constructions sur sol propre	276 627			276 627
Constructions sur sol d'autrui	679 102	14 424		693 526
Constructions installations générales				
Installations techniques et outillage industriel	39 783			39 783
Installations générales, agencements et divers	39 920			39 920
Matériel de transport	74 458			74 458
Matériel de bureau, informatique et mobilier	205 492	4 100	84 021	125 571
Emballages récupérables et divers	28 747			28 747
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Total des immobilisations corporelles	1 351 916	18 524	84 021	1 286 419
Participations				
Autres titres immobilisés	534			534
Prêts et autres immobilisations financières	12 994		42	12 952
Total des immobilisations financières	13 528		42	13 486
TOTAL	1 365 444	18 524	84 063	1 299 905

Situation et mouvements de l'exercice des amortissements techniques (ou venant en diminution de l'actif)

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles				
Terrains	6 000			6 000
Constructions sur sol propre	272 799	46 511		319 310
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions inst. générales, agencements et aménagements des constructions	35 676	1 012		36 688
Installations techniques, matériel et outillage industriels	38 053	357		38 410
Installations générales, agencements et divers	27 019	2 143		29 161
Matériel de transport	69 370	1 597		70 966
Mat de bureau et informatique, mobilier	174 048	16 750	84 021	106 777
Emballages récupérables et divers	28 747			28 747
Total des amortissements sur immobilisations corporelles	651 712	68 368	84 021	636 060
TOTAL	651 712	68 368	84 021	636 060

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Rubriques	Charges	Produits
Charges constatées d'avance	7 176	
Produits constatés d'avance		16 945
Produits Constatés d'avance Sur subvention		707 193
Produits constatés d'avance CAP ASSO		50 337
Produit Affiliation Ligue part nationale		
Produit Affiliation Ligue part départementale		
Produit Adhésion Ligue part nationale		731
Produit Adhésion Ligue part départementale		6 370
Produit APAC TGA TLE GAP		
TOTAL	7 176	781 576